



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens Février 2020

Sommaire

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Valeur du contrat : 808 684,50 \$

Date d'octroi du contrat : 27 juin 2019

Date de livraison : 10 mars 2020

Numéro d'enregistrement : POR-005-19

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à por-rop@pco-bcp.ca

This report is also available in English.

Canada 

Résumé

Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener des cycles de recherche par groupe de discussion auprès de membres du public un peu partout au pays, portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser avec les points de vue des Canadiennes et des Canadiens et leurs besoins en matière d'information, tout en demeurant claires et faciles à comprendre.

La recherche vise à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Plus particulièrement, la recherche permettra de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de douze groupes de discussion en personne organisés entre le 11 et le 24 février 2020 dans six villes du pays, au Nouveau-Brunswick, au Québec, en Ontario, en Saskatchewan, en Colombie-Britannique et au Yukon. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent ci-dessous.

En ce qui concerne les objectifs propres à ce cycle de groupes de discussion, la recherche a permis d'analyser la notoriété et les perceptions entourant une large gamme d'enjeux, souvent examinés en profondeur. Elle s'est notamment intéressée aux récents reportages sur le gouvernement du Canada dans les médias, au prochain budget fédéral ainsi qu'à de nouvelles initiatives ou annonces dans le domaine de l'environnement. Les questions liées aux manifestations des Wet'suwet'en, au coronavirus et au Programme canadien de prêts aux étudiants ont été évaluées dans certaines villes. À Whitehorse et à Regina, la recherche a aussi exploré les enjeux d'intérêt local ou régional.

Les participants se sont également prêtés à une série d'exercices qui ont varié selon l'emplacement et le thème abordé. Les participants de plusieurs groupes ont fait des exercices visant à cerner les thèmes prioritaires du budget, les initiatives prioritaires du gouvernement en matière d'environnement, les conditions d'approbation de la mine Frontier, ou les meilleurs noms pour le Programme canadien de prêts aux étudiants. Les réponses entendues dans le cadre de ces exercices ont été dûment notées et enregistrées, tout comme les discussions plus approfondies qui ont suivi.

Il convient de souligner que les résultats de la présente étude doivent être interprétés avec prudence, les conclusions d'une recherche qualitative étant de nature directionnelle et ne pouvant être attribuées à l'ensemble de la population à l'étude avec un quelconque degré de certitude.

Méthodologie

Aperçu des groupes

Public cible

- Résidents canadiens de 18 ans et plus.
- Les groupes ont été divisés selon le sexe.

Approche détaillée

- Douze groupes de discussion en personne dans six villes canadiennes.
- Deux groupes ont été mis sur pied à chaque endroit, soit : à North York, en Ontario (le 11 février); à Montréal, au Québec (le 12 février); à Moncton, au Nouveau-Brunswick (le 13 février); à Nanaimo, en Colombie-Britannique (le 18 février); à Whitehorse, au Yukon (le 20 février); et à Regina, en Saskatchewan (le 24 février).
- Les discussions des groupes de Montréal, au Québec, ont été menées en français alors que toutes les autres ont eu lieu en anglais.

- En tout, dix participants ont été recrutés pour chaque groupe, afin de pouvoir compter sur la présence d'au moins huit personnes.
- Chaque participant a perçu des honoraires de 90 \$ pour son temps.
- Dans l'ensemble des villes, 106 personnes ont participé aux discussions. Les détails sur le nombre de participants par groupe sont donnés ci-dessous.

Emplacement et composition des groupes

LIEU	GROUPE	LANGUE	DATE	HEURE	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Région de York, Ont.	1	Anglais	11 février 2020	17 h 30-19 h 30	Femmes	9
	2			20 h-22 h	Hommes	8
Montréal, Qc	3	Français	12 février 2020	17 h 30-19 h 30	Femmes	9
	4			19 h 45-21 h 45	Hommes	10
Moncton, N.-B.	5	Anglais	13 février 2020	17 h 30-19 h 30	Femmes	10
	6			19 h 45-21 h 45	Hommes	10
Nanaimo, C.-B.	7	Anglais	18 février 2020	17 h-19 h	Femmes	9
	8			19 h 30-21 h 30	Hommes	8
Whitehorse, Yn	9	Anglais	20 février 2020	17 h-19 h	Femmes	8
	10			19 h 30-21 h 30	Hommes	6
Regina, Sask.	11	Anglais	24 février 2020	17 h 30-19 h 30	Femmes	8
	12			20 h-22 h	Hommes	11
Nombre total de participants						106

Principales constatations

Les pages qui suivent résument les principales constatations associées à chacun des thèmes abordés durant le cycle de groupes de discussion menés en février 2020. Sauf indication contraire, les thèmes ont été traités dans tous les groupes.

Nouvelles du gouvernement du Canada

Dans l'ensemble, les répondants ont eu du mal à se rappeler des nouvelles récentes ayant trait au gouvernement du Canada. La discussion a cependant permis de faire émerger des idées.

Les barrages érigés un peu partout au pays pour protester contre la construction du gazoduc Coastal Gaslink sur le territoire des Wet'suwet'en, dans le nord de la Colombie-Britannique, sont largement

arrivés en tête des nouvelles citées. Au fil des semaines, à mesure que les manifestations et les perturbations s'intensifiaient, la question a fini par dominer les mentions dans tous les groupes.

Parmi les autres nouvelles mentionnées, le voyage du premier ministre en Afrique au début du mois de février a été signalé dans les groupes de la région de York et de Moncton. Il a été question d'immigration à Nanaimo et à Regina. Et, bien que les références au coronavirus aient été relativement discrètes, elles sont survenues spontanément dans plusieurs groupes (à noter que ces groupes ont eu lieu vers la mi-février).

Manifestations des Wet'suwet'en (Whitehorse, Regina)

Sensibilisation et compréhension

Un certain nombre de participants ont signalé que ces événements étaient largement couverts dans l'actualité, et la plupart ont dit suivre l'affaire de près ou de loin, ne serait-ce qu'en lisant les grands titres.

La plupart des gens n'avaient qu'une compréhension rudimentaire de ce qui leur semblait être un problème complexe, et beaucoup croyaient ne pas posséder tous les faits. Indépendamment de leur niveau d'intérêt et de connaissance, les participants avaient tendance à percevoir les événements de façon semblable. Ils ont abondamment évoqué les barricades et la perturbation des lignes ferroviaires ainsi que leurs effets sur le transport, l'activité économique et les emplois. L'enjeu leur paraissait à la fois urgent et difficile à résoudre. Enfin, la plupart ont associé la crise actuelle aux difficultés de longue date qui entourent les enjeux autochtones et les projets de pipelines.

Perceptions à l'égard de la réaction du gouvernement fédéral

Interrogés sur la réaction du gouvernement fédéral jusqu'à présent, les participants ont émis des opinions variées. Un certain nombre ont dit ne pas en savoir assez pour se prononcer. D'autres trouvaient que le gouvernement fédéral déployait des efforts louables ou faisait son possible pour désamorcer la situation.

Au chapitre des mesures positives, les participants avaient entendu que le gouvernement tentait de dialoguer avec les Wet'suwet'en, que la Gendarmerie royale du Canada (GRC) avait mis fin à ses opérations pour faciliter les négociations, et que le premier ministre avait annulé un voyage à l'étranger pour gérer la crise. En revanche, la persistance du problème a conduit de nombreux participants à se montrer un tant soit peu critiques. Certains jugeaient que le gouvernement devrait agir « plus fermement », tandis que d'autres recommandaient d'en faire davantage pour résoudre les problèmes sous-jacents rencontrés avec les Wet'suwet'en. La plupart s'entendaient pour dire que le gouvernement fédéral devrait avancer sur tous les fronts pour mettre un terme aux manifestations et aux perturbations de façon pacifique et dans les plus brefs délais.

Projet de mine Teck Frontier (Regina)

Seuls quelques participants connaissaient ce projet et la plupart étaient au courant de son annulation. Alors que certains voyaient la décision d'un bon œil, d'autres ont évoqué les pertes d'emplois qui en résulteraient ou l'ont mise en lien avec les manifestations des Wet'suwet'en et un éventuel

ralentissement des nouveaux projets pétroliers et gaziers. Les participants se demandaient ce que cette annulation laisse présager pour l'avenir de l'industrie pétrolière.

Budget fédéral (Moncton, Montréal, région de York, Regina, Nanaimo)

Sensibilisation et préférences

Le niveau de sensibilisation au prochain budget fédéral était faible. Invités à indiquer leurs attentes à cet égard, les participants ont dit espérer que le budget mette l'accent sur les soins de santé, le coût de la vie et l'environnement. Lorsqu'on leur a présenté une liste de thèmes budgétaires possibles, ils ont majoritairement choisi *un budget soins de santé* à titre de première priorité, suivi d'*un budget pour rendre la vie plus abordable* et d'*un budget climatique*.

Budget climatique c. budget environnemental

En ce qui concerne les types de dépenses et de politiques susceptibles de figurer dans un budget climatique, les participants ont le plus souvent mentionné le développement de l'énergie verte, et d'innovations et de technologies qui faciliteront le passage vers une économie à faibles émissions de carbone. Beaucoup s'attendaient également à ce qu'il comporte des incitatifs financiers pour aider les entreprises et les ménages à réduire la pollution causée par les gaz à effet de serre et à investir dans l'efficacité énergétique. Les investissements axés sur l'achat de véhicules électriques, le transport en commun et les programmes de recyclage ont aussi été couramment cités, tout comme les initiatives de réduction ou d'interdiction des plastiques.

La plupart des gens préféraient l'idée d'un budget « environnemental » à celle d'un budget « climatique », la première formule leur paraissant avoir une portée plus large, embrasser d'autres priorités environnementales et permettre d'intensifier les efforts et les réalisations sur une période plus courte. Certains estimaient que cette formule plairait davantage au public que celle, plus abstraite, de « budget climatique ». Les participants qui, au contraire, penchaient davantage pour le thème du budget climatique trouvaient qu'il attirait l'attention sur un dossier particulièrement urgent.

Un budget pour améliorer la qualité de vie

Invités à indiquer quel type de dépenses et de politiques ils s'attendaient à voir dans un budget axé sur « l'amélioration de la qualité de vie », les participants ont ratissé large, évoquant aussi bien des initiatives liées à l'éducation, à la santé et à l'emploi que des mesures pour contrer le coût élevé de la vie.

Ils ont également soulevé des points plus précis, notamment les pensions, les soins de longue durée, les soins à domicile et le soutien aux populations vulnérables, par exemple les personnes handicapées ou vivant dans la pauvreté. Parmi les autres éléments mis de l'avant figuraient la semaine de travail de quatre jours, les congés pour raisons familiales et les solutions permettant de financer ces diverses mesures (des hausses d'impôt ou un accroissement du déficit budgétaire).

Enjeux du Nord (Whitehorse)

Enjeux locaux

Trois principaux défis ont été mentionnés à Whitehorse. Le premier se rapporte au logement. Les participants ont décrit la pénurie globale de logements, le choix et la disponibilité limités et les prix très élevés. Le deuxième concerne les soins de santé, à commencer par le nombre insuffisant de médecins et de services, les longs délais, l'engorgement et la nécessité de se rendre dans d'autres villes pour se faire diagnostiquer et obtenir un traitement. Le troisième défi avait trait au transport en commun, le réseau local étant jugé insuffisant, de sorte que les gens étaient contraints d'utiliser leur voiture.

Effets des initiatives du gouvernement fédéral à l'échelle locale

Certains reconnaissaient la contribution du gouvernement fédéral à Whitehorse, mais pas en ce qui concerne les grandes préoccupations locales. Parmi les éléments positifs cités, notons la perception relative à des investissements dans une école postsecondaire, un établissement scientifique et une centrale électrique ainsi que de l'aide financière sous forme de crédit d'impôt pour enfants ou de paiements de transfert. La « taxe sur le carbone » figurait au nombre des aspects négatifs, certains jugeant qu'elle avait entraîné une hausse des coûts, alors que les prix sont déjà élevés.

Lorsqu'on leur a demandé quelles infrastructures de la ville devaient faire l'objet d'investissement, les participants ont mentionné le plus souvent le transport en commun, suivi de logements pour les personnes à faible revenu ou les aînés et d'améliorations à la centrale électrique locale.

Quelques-uns avaient entendu parler du projet d'expansion d'Atlin Hydro et certains étaient d'avis que le gouvernement fédéral pouvait en faire plus pour soutenir l'industrie hydroélectrique au Yukon. Cependant, d'autres hésitaient, préoccupés par les questions environnementales ou des fluctuations des niveaux d'eau attribuables aux projets hydroélectriques.

Cadre stratégique pour l'Arctique et le Nord du Canada

Peu de participants avaient entendu parler de cette initiative. Invités à dire, après avoir reçu quelques éclaircissements, à quoi devrait ressembler, selon eux, un processus décisionnel plus intégré entre les dirigeants fédéraux, territoriaux et autochtones, certains ne savaient pas quoi répondre ou trouvaient la question difficile. D'autres réponses portaient surtout sur la nécessité de ce genre d'initiative et certains participants pensaient que les collectivités des Premières Nations de même que les villes et les maires devaient avoir davantage leur mot à dire dans la prise de décision, afin d'améliorer les résultats.

Déduction pour les avantages relatifs aux voyages

Certains connaissaient le programme de déduction pour les avantages relatifs aux voyages, mais vaguement seulement. La plupart des participants ont mentionné la déduction pour les avantages liés à l'emploi et jugeaient qu'elle était trop contraignante, pas toujours offerte par les employeurs et que le montant remboursé était trop petit. Une confusion régnait concernant la déduction, de façon générale, y compris au sujet des personnes admissibles, du montant de la déduction et de la marche à

suivre pour l'obtenir.

Réconciliation

La majorité des participants avaient entendu parler d'initiatives mises de l'avant par le gouvernement fédéral en vue d'une réconciliation, en particulier de l'indemnisation des survivants de la « rafle des années soixante » ou du système des pensionnats autochtones, et d'événements locaux qui ont été profitables pour le tourisme et avaient stimulé le nombre d'activités culturelles et sociales. Au nombre des enjeux à privilégier à l'avenir, mentionnons l'accroissement des investissements dans le counseling en cas de traumatisme pour les familles, davantage d'investissements destinés aux jeunes Autochtones et plus d'éducation publique.

Politiques d'immigration dans le Nord

Peu de participants avaient entendu parler des politiques en matière d'immigration dans le Nord. Certains étaient au courant d'un programme à l'intention des travailleurs étrangers et les avis dont ils avaient eu connaissance étaient partagés. Beaucoup trouvaient que les services d'immigration à Whitehorse sont limités, puisqu'il faut se rendre dans d'autres villes dans le cadre du processus visant à obtenir le statut de résident permanent ou la citoyenneté canadienne.

Investissements dans l'éducation postsecondaire

Certains avaient entendu vaguement parler d'investissements du gouvernement fédéral dans l'éducation ou la formation de niveau postsecondaire et quelques participants étaient d'avis que le gouvernement du Canada avait quelque chose à voir avec le fait que le Collège du Yukon deviendra une université. La plupart ont indiqué qu'il faudrait investir davantage dans l'éducation postsecondaire, dans le but de soutenir le développement économique, la création d'emplois et la mise sur pied d'une main-d'œuvre qualifiée à l'échelle locale.

Restrictions en matière d'armes à feu

La majorité des participants étaient au courant des intentions de restreindre l'accès à certains types d'armes à feu. Peu pouvaient donner des précisions et un grand nombre étaient réfractaires à l'idée d'imposer des restrictions à la possession d'armes à feu ou que le gouvernement fédéral rachète tous les fusils d'assaut.

Environnement

Connaissance des nouvelles environnementales

Parmi les enjeux environnementaux cités en priorité figuraient les changements climatiques, la réduction des gaz à effet de serre et des phénomènes tels que les feux de forêt et le réchauffement des températures dans le Nord. Les participants ont également couramment fait allusion aux pipelines et aux controverses qui les entourent, y compris les manifestations des Wet'suwet'en. Certains ont parlé de la pollution issue de l'industrie pétrolière et gazière ou de reportages sur des accidents, des

fuites et des déversements. Les problèmes liés à la présence de plastique dans les océans, au recyclage, aux sites d'enfouissement et aux déchets ont aussi fait l'objet de mentions.

Les participants étaient peu au courant de nouvelles du gouvernement du Canada touchant à l'environnement. Les mentions les plus fréquentes, de nature générale, portaient sur les pipelines, les changements climatiques et la réduction des émissions. Quelques participants ont fait allusion à la tarification du carbone.

Priorités environnementales

Les participants se sont vu remettre une liste d'initiatives environnementales et devaient indiquer celles qui leur paraissaient les plus prometteuses en termes d'impact. Les résultats n'ont pas révélé d'écarts frappants. Dans la plupart des cas, les initiatives n'ont paru que légèrement meilleures ou moins bonnes que les autres. Seule exception, la tarification nationale du carbone a dans l'ensemble reçu très peu d'appuis.

Tarification du carbone

On a présenté aux participants de l'information sur le prix des émissions de carbone pour les deux prochaines années, en expliquant que le gouvernement fédéral aurait à décider, en 2022, s'il allait continuer d'augmenter le prix par tonne d'émissions, le maintenir tel quel, le réduire ou l'éliminer.

Invités à faire une recommandation, les participants ont eu des points de vue divergents. La recommandation la plus fréquente, mais de peu, consistait à maintenir le prix à 50 \$ la tonne. Cette réponse était courante chez les participants qui avaient des réserves sur le programme ou souhaitaient que le gouvernement le réévalue et s'assure qu'il fonctionne comme prévu, sans effets néfastes sur l'économie, les emplois ou les prix à la consommation.

Les autres participants étaient partagés, dans des proportions presque égales, entre la recommandation d'éliminer le programme et celle d'augmenter le prix. Ceux qui plaidaient pour une hausse de la tarification appuyaient les objectifs du programme et pensaient que le prix devrait être suffisamment élevé pour provoquer un changement de comportement. Ceux qui penchaient pour la suppression du programme avaient tendance à le concevoir comme une taxe et un surcoût. Un certain nombre de participants ont plutôt recommandé que le gouvernement fédéral réduise le prix en 2022. Ces participants craignaient que la tarification du carbone se répercute négativement sur les coûts des consommateurs et des entreprises ainsi que sur les emplois et l'économie en général.

Le facteur décisif qui a incité beaucoup de gens à préconiser le gel, la réduction ou la suppression de la tarification était le fait qu'ils ignoraient si l'initiative contribue effectivement à la réduction des émissions ou si elle a une incidence néfaste sur les coûts des consommateurs et l'économie.

Réduction des émissions personnelles

La plupart des gens ont fait état d'efforts personnels pour réduire leurs émissions, par exemple en modifiant leurs choix de transport, en recyclant, en réduisant leurs déchets et en consommant moins d'énergie. La plupart ont également reconnu manquer d'information concernant leur propre empreinte

carbone et les moyens de la réduire. Malgré cela, l'intérêt d'intensifier les efforts d'éducation du public et l'utilité d'outils comme un calculateur en ligne des émissions de carbone n'ont pas fait l'unanimité.

Certains participants croyaient à l'efficacité des campagnes d'éducation pour modifier les comportements du public et réduire les émissions. Ces participants souhaitaient eux-mêmes en savoir plus. D'autres avaient plutôt l'impression que l'immobilisme, les coûts et les inconvénients constituaient de plus grands obstacles au changement que le manque d'information. Dans bien des cas, pour ces mêmes raisons, ils ne souhaitaient pas en apprendre davantage ou en faire plus pour réduire leur propre empreinte. Beaucoup étaient également sceptiques quant à l'impact d'une réduction de leurs émissions personnelles. Lorsqu'on leur a posé la question, les participants ont été plus nombreux à affirmer qu'un nombre restreint de gros pollueurs auraient plus d'impact, s'ils modifiaient sensiblement leurs pratiques, qu'un grand nombre de Canadiens qui effectueraient de petits changements. Beaucoup d'autres étaient indécis ou pensaient que tout le monde a un rôle à jouer dans l'effort de réduction des émissions.

Parmi les conseils qu'ils trouveraient utiles, bon nombre de participants ont dit qu'ils aimeraient connaître les critères de référence d'une consommation énergétique responsable et pouvoir comparer leur consommation à celle des autres. Les participants se demandaient également quelles activités contribuent le plus aux émissions personnelles ou domestiques, quelles améliorations seraient les plus efficaces et les plus simples à apporter, et comment se classeraient différentes options sur le plan des coûts, des avantages et de la réduction de l'empreinte carbone. Beaucoup souhaitaient aussi savoir, par curiosité, où se situait leur ville ou leur province par rapport à d'autres, ou quels étaient les résultats du Canada par rapport au reste du monde.

Enjeux de l'Ouest (Regina)

La relation fédérale-provinciale

Invités à décrire les relations entre la Saskatchewan et le gouvernement fédéral, la plupart des participants avaient l'impression que leur province était négligée ou laissée de côté au profit des autres provinces du centre du Canada. Les participants ont mentionné souvent que la Saskatchewan était oubliée, considérée comme sans importance ou non respectée, et certains ont dit que la relation avec le gouvernement fédéral était tendue ou caractérisée par un manque de collaboration.

Beaucoup de participants estimaient que l'économie et les industries de la Saskatchewan n'avaient pas bénéficié de suffisamment d'investissements et de soutien et souhaitaient un traitement plus équitable et plus d'investissements.

Projet de pipeline TMX

Seuls quelques participants dans ces groupes avaient entendu parler du pipeline et la plupart n'avaient qu'une connaissance superficielle du projet. Parmi ceux qui se sont exprimés sur le sujet, ils ont convenu presque à l'unanimité que la construction du pipeline ne serait probablement pas réalisée dans les délais prévus, compte tenu des retards et de l'opposition observés jusqu'à maintenant.

Paielements de péréquation

Bon nombre de participants n'avaient pas entendu parler du terme « paiements de péréquation », surtout dans le groupe des femmes, et la plupart n'avaient qu'une compréhension superficielle du système. Les participants ont décrit la péréquation comme le regroupement des contributions des provinces dans un fonds, qui est ensuite redistribué en fonction du PIB. Quelques participants trouvaient que le système devait être modifié, pour profiter davantage à la Saskatchewan, car il n'est pas équitable actuellement, mais aucune suggestion concrète n'a été mise de l'avant sur les améliorations qui devraient y être apportées.

Boycottage de l'industrie du canola canadien par la Chine

La connaissance de cet enjeu variait au sein de ces groupes. La plupart des participants n'en connaissaient pas les détails. Lorsqu'on leur a demandé s'ils pensaient que le gouvernement devrait accorder des concessions à la Chine, répliquer en imposant ses propres sanctions, ou bien continuer à soutenir financièrement les agriculteurs tout en essayant de négocier une solution, la plupart des participants ont choisi la dernière option. Celle-ci leur semblait être l'approche la plus prudente et la plus constructive.

Priorité fédérale absolue pour la Saskatchewan

On a demandé aux participants de choisir, parmi les différents enjeux qui ont été abordés ci-dessus au sein des groupes, celui qui, à leur avis, devrait être une priorité absolue pour le gouvernement du Canada. Même s'ils étaient nombreux à avoir peu entendu parler du programme antérieurement, la plupart ont choisi les paiements de péréquation, trouvant que la Saskatchewan n'obtenait pas suffisamment de soutien dans l'ensemble ou par rapport aux autres provinces.

Mine Frontier (Montréal, région de York, Moncton)

Le 23 février 2020, Teck Resources a décidé de retirer sa demande pour le projet de sables bitumineux Frontier. Cette décision a été communiquée après la tenue des groupes de discussion à Montréal, dans la région de York et à Moncton.

La majorité des participants n'avaient pas entendu parler de la mine Frontier auparavant. Invités à donner leurs points de vue, les participants de Montréal s'opposaient de manière généralisée à la mine, tandis que dans la région de York, la plupart estimaient que le gouvernement devrait approuver le projet dans la mesure où il s'accompagne d'engagements à protéger l'environnement. Les participants de Moncton hésitaient quant à eux entre ces deux options.

Les avantages économiques, la création d'emplois et les besoins en pétrole figurent parmi les principales raisons mentionnées par les participants qui appuyaient le projet, ainsi que la croyance qu'il serait possible de concilier les préoccupations économiques et environnementales. Parmi ceux qui se sont dits contre le projet, la plupart jugeaient qu'une mine de cette envergure, en raison des émissions qu'elle risque de produire, constituait un pas dans la mauvaise direction, qui ne cadrerait pas avec

l'engagement du gouvernement fédéral à réduire les émissions de GES et à être un chef de file mondial en protection de l'environnement.

Certains ont dit qu'ils appuieraient davantage le projet si l'entreprise s'engageait à compenser les émissions de manière à atteindre un niveau de zéro émission nette d'ici 2050, mais il a fallu expliquer le concept de « zéro émission nette » à la plupart des participants et certains ont mentionné que l'année 2050 était trop éloignée.

Négociation d'un accord avec l'Alberta

Lorsqu'on leur a demandé d'envisager la possibilité que le gouvernement fédéral négocie avec l'Alberta pour définir les conditions acceptables à respecter avant d'aller de l'avant avec le projet, certains appuyaient l'idée, d'autres non.

Qu'ils aient été ou non en accord avec cette approche, la plupart des participants jugeaient que les conditions énoncées dans la liste n'étaient pas assez strictes. Les participants réclamaient des engagements fermes ayant force obligatoire qui permettraient de respecter les normes environnementales, y compris des mesures d'application de la loi et des pénalités. Ils avaient tendance à ne pas aimer les *promesses* ni les éléments qu'ils considéraient comme vagues ou les formulations ambiguës. Pour beaucoup, l'année 2050 semblait lointaine et la plupart n'aimaient pas les mentions relatives à un prix sur la pollution par le carbone.

Programme canadien de prêts aux étudiants (Moncton, Nanaimo)

La majorité des participants avaient entendu parler du programme et en connaissaient certaines caractéristiques. Beaucoup ont formulé spontanément des commentaires négatifs sur l'endettement associé au programme. Autrement, les participants ont décrit le programme comme un prêt accordé pour aider à acquitter le coût des études postsecondaires, en fonction des besoins financiers, et d'après certains, pouvant être remboursé selon des modalités avantageuses, notamment en bénéficiant d'une période de grâce pour le remboursement des intérêts et de meilleurs taux, dans l'ensemble. De plus, quelques participants pensaient que le calendrier de remboursement dépendait du revenu. Nombre de participants ne savaient pas si le programme offrait des bourses. Malgré une certaine frustration à propos de la dette, ils étaient nombreux à croire en l'utilité du programme.

Invités à choisir parmi une liste de nouveaux noms potentiels pour le programme, les participants ont indiqué comme deux premiers choix *Bourses et prêts canadiens d'études* et *Aide canadienne au financement des études*. Selon les participants, le premier nom donnait une bonne description, d'autant plus que certains d'entre eux ne savaient pas si des bourses étaient offertes. Beaucoup de participants aimaient l'expression « aide au financement » dans le deuxième choix. Cependant, peu trouvaient que les nouveaux noms proposés se voulaient une amélioration importante par rapport au nom actuel.

Coronavirus (Montréal, région de York, Regina, Nanaimo)

Connaissance

Tous les participants avaient entendu parler du coronavirus et suivaient la couverture médiatique et les faits nouveaux. Ils avaient en général beaucoup d'informations et de détails sur la situation, en constante évolution, ainsi que plusieurs questions. La plupart reconnaissaient que le virus comporte de nombreuses inconnues, tout comme la façon dont cette menace pour la santé publique évoluera. Un grand nombre de participants se disaient confus par l'information véhiculée et trouvaient qu'elle n'était pas toujours fiable. Cela dit, la majorité d'entre eux disaient comprendre assez bien les faits connus actuellement sur le virus, particulièrement en ce qui a trait aux enjeux clés, comme la propagation, la menace, le risque, la transmission et la prévention.

Perception quant au risque

La majorité des participants étaient d'avis qu'ils étaient personnellement exposés à un faible risque, et que la situation n'était pas grave au Canada au moment de la tenue de ces groupes. Ils étaient en général au courant des cas confirmés au pays, mais d'après la plupart, les chiffres étaient peu élevés. Presque tous les participants ont affirmé avoir confiance en la réponse au virus des responsables de la santé publique et des gouvernements au Canada. Ils avaient l'impression que le pays était assez bien préparé, en prenant la menace au sérieux et en mettant en place du dépistage, des tests et des mesures de quarantaine pour contenir le virus et sa propagation. Certains craignaient que la propagation du virus et ses effets au Canada s'aggravent ou finissent par s'aggraver, mais la plupart ont indiqué ne pas être trop inquiets pour le moment.

Réponse du gouvernement fédéral

Certains trouvaient que le gouvernement fédéral avait pris un peu de temps à réagir au départ, ou qu'il aurait dû mettre en place des mesures plus strictes, par exemple en limitant les déplacements entrants et en resserrant les mesures de contrôle frontalier. En général, les participants estimaient que le gouvernement canadien réagissait d'une manière prudente et mesurée à la menace, qui n'est ni excessive ni insuffisante. Beaucoup de participants étaient au courant que le gouvernement fédéral avait rapatrié des Canadiens de l'Asie et jugeaient en général cette mesure positive, compte tenu du dépistage fait et des mises en quarantaine imposées.

Recherche d'informations

Les participants avaient beaucoup de questions à propos du virus, en particulier sur sa gravité et d'où il provient, et pour savoir si d'autres informations étaient disponibles sur la transmission. Peu pensaient qu'ils manquaient d'informations importantes et urgentes, compte tenu de la perception d'être exposés personnellement à un faible risque.

Cela dit, ils comprenaient tous que l'enjeu était un problème de santé publique majeur, qui évoluait sans cesse. La plupart des participants voulaient être informés des derniers renseignements clés, notamment sur la propagation et sur l'accroissement de la menace pour le Canada et pour eux-

mêmes. Ils voulaient aussi être renseignés sur la réponse des responsables de la santé publique et les mesures mises en place par le gouvernement.

La majorité des participants suivaient l'évolution de la situation et ils étaient nombreux à chercher activement des informations. Les sources d'information des participants étaient très diversifiées. Elles englobaient les médias traditionnels canadiens et internationaux (consultés en ligne et hors ligne) et les médias sociaux de sources variées, le bouche-à-oreille, les employeurs, les écoles et les professionnels de la santé, de même que les sources officielles comme l'Organisation mondiale de la Santé, les gouvernements et les responsables de la santé publique du Canada et d'ailleurs. Santé Canada a été mentionné par certains comme source incontournable d'information.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Date de l'octroi du contrat : 27 juin 2019

Valeur du contrat : 808 684,50 \$
